

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANCO BILBAO VIZCAYA ARGENTARIA SA

Société de droit espagnol au capital de 2 824 009 877,85 €

Siège social : 4, plaza San Nicolas – Bilbao (Espagne)

I. – Bilans consolidés au 31 décembre 2024, 2023 et 2022

(En millions d'euros.)

Actif	Notes	2024	2023 (1)	2022 (1)
Trésorerie, soldes en banques centrales et autres dépôts à vue	9	51 145	75 416	79 756
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	10	108 948	141 042	110 671
Dérivés		36 003	34 293	39 908
Instruments de capitaux propres		6 760	4 589	4 404
Titres de créance		27 955	28 569	24 367
Prêts et avances à la banque centrale		556	2 809	1 632
Prêts et avances à des établissements de crédit		20 938	56 599	25 231
Prêts et avances à la clientèle		16 736	14 182	15 130
Actifs financiers non détenus à des fins de transaction évalués obligatoirement à la juste valeur par résultat	11	10 546	8 737	6 888
Instruments de capitaux propres		9 782	7 963	6 511
Titres de créance		407	484	129
Prêts et avances		358	290	247
Actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat	12	836	955	913
Titres de créance		836	955	913
Actifs financiers évalués à la juste valeur par autres éléments du résultat global	13	59 002	62 205	65 374
Instruments de capitaux propres		1 451	1 217	1 198
Titres de créance		57 526	60 963	64 150
Prêts et avances à des établissements de crédit		25	26	26
Actifs financiers évalués au coût amorti	14	502 400	451 732	414 421
Titres de créance		59 014	49 462	36 639
Prêts et avances aux banques centrales		8 255	7 151	4 401
Prêts et avances à des établissements de crédit		22 655	17 477	16 031
Prêts et avances à la clientèle		412 477	377 643	357 351
Dérivés - comptabilité de couverture	15	1 158	1 482	1 891
Variations de la juste valeur des éléments couverts dans un portefeuille couvert contre le risque de taux d'intérêt	15	(65)	(97)	(148)
Participations dans des coentreprises et entreprises associées	16	989	976	916
Coentreprises		94	93	100
Entreprises associées		895	883	816
Actifs couverts par des contrats d'assurance ou de réassurance	23	191	211	183
Actifs corporels	17	9 759	9 253	8 737
Immobilisations corporelles		9 506	9 046	8 441
Utilisation propre		8 501	8 295	7 911
Cédées dans le cadre de contrats de location simple		1 004	751	530
Immeubles de placement		253	207	296
Immobilisations incorporelles	18	2 490	2 363	2 156
Fonds de commerce		700	795	707
Autres immobilisations incorporelles		1 790	1 568	1 449
Actifs d'impôts	19	18 650	17 501	16 725
Actifs d'impôts courants		4 295	2 860	1 978
Actifs d'impôts différés		14 354	14 641	14 747
Autres actifs	20	5 525	2 859	2 586
Contrats d'assurance liés aux régimes de retraite		—	—	—
Stocks		1 299	276	325
Autres actifs divers		4 226	2 583	2 260
Actifs non courants et groupes de cession classés comme détenus en vue de la vente	21	828	923	1 022
Total actif	3 / 6	772 402	775 558	712 092

(1) Présentés, uniquement et exclusivement, à titre de comparaison (Note 1.3).

Les Notes et les Annexes ci-jointes font partie intégrante du bilan consolidé au 31 décembre 2024.

Passif et capitaux propres	Notes	2024	2023 (1)	2022 (1)
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	10	86 591	121 715	95 611
Dérivés		33 059	33 045	37 909
Ventes à découvert de titres		13 878	15 735	13 487
Dépôts des banques centrales		3 360	6 397	3 950
Dépôts des établissements de crédit		16 285	43 337	28 924
Dépôts de la clientèle		20 010	23 201	11 341
Passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat	12	14 952	13 299	10 580

Dépôts des banques centrales		—	—	—
Dépôts des établissements de crédit		—	—	—
Dépôts de la clientèle		934	717	700
Titres de créance émis		4 597	3 977	3 288
Autres passifs financiers		9 420	8 605	6 592
Pro-memoria : passifs subordonnés		—	—	—
Passifs financiers au coût amorti	22	584 339	557 589	529 172
Dépôts des banques centrales		14 668	20 309	38 323
Dépôts des établissements de crédit		34 406	40 039	26 935
Dépôts de la clientèle		447 646	413 487	394 404
Titres de créance émis		69 867	68 707	55 429
Autres passifs financiers		17 753	15 046	14 081
Pro-memoria : passifs subordonnés		19 612	15 867	12 509
Dérivés - comptabilité de couverture	15	2 503	2 625	3 303
Variations de la juste valeur des éléments couverts dans un portefeuille couvert contre le risque de taux d'intérêt	15	—	—	—
Passifs couverts par des contrats d'assurance ou de réassurance	23	10 981	12 110	10 131
Provisions	24	4 619	4 924	4 933
Engagements de retraite et autres prestations définies post-emploi		2 348	2 571	2 632
Autres rémunérations à long terme des salariés		384	435	466
Contentieux fiscaux et litiges en matière d'imposition		791	696	685
Engagements et garanties accordées		667	770	770
Autres provisions		429	452	380
Passifs d'impôts	19	3 033	2 554	2 935
Passifs d'impôts courants		575	878	1 415
Passifs d'impôts différés		2 458	1 677	1 520
Autres passifs	20	5 370	5 477	4 909
Passifs inclus dans les groupes d'éléments destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente	21	—	—	—
Total passif		712 388	720 293	661 575
Capitaux propres		72 875	67 955	64 535
Capital	26	2 824	2 861	2 955
Capital versé		2 824	2 861	2 955
Capital non appelé exigible		—	—	—
Prime d'émission	27	19 184	19 769	20 856
Instruments de capitaux propres émis autres que le capital		—	—	—
Autres éléments de capitaux propres		40	40	63
Résultats accumulés	28	40 693	36 237	32 711
Réserves de réévaluation		—	—	—
Autres réserves	28	1 814	2 015	2 345
Réserves (pertes) accumulées relatives aux participations dans des entreprises conjointes et associées		-227	-237	-221
Autres		2 041	2 252	2 566
Moins : actions propres	29	-66	-34	-29
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère		10 054	8 019	6 358
Moins : acomptes sur dividendes	4	-1 668	-951	-722
Autres éléments du résultat global	30	-17 220	-16 254	-17 642
Éléments qui ne seront pas reclassés dans le résultat net		-1 988	-2 105	-1 881
Résultats actuariels (gains/pertes) sur les régimes de retraite à prestations définies		-1 067	-1 049	-760
Actifs non courants et groupes destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente		—	—	—
Quote-part des autres produits et charges comptabilisés sur les participations dans des coentreprises et entreprises associées		—	—	—
Variations de juste valeur des instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global		-905	-1 112	-1 194
Inefficacité des couvertures de juste valeur sur les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global		—	—	—
Variations de juste valeur des passifs financiers à la juste valeur par les résultats attribuables aux changements de risque de crédit		-17	55	72
Éléments pouvant être reclassés dans le résultat net		-15 232	-14 148	-15 760
Couvertures des investissements nets dans les activités à l'étranger (part effective)		-2 329	-2 498	-1 408
Conversion des devises		-12 702	-11 419	-13 078
Instruments de couverture – couvertures de flux de trésorerie (part effective)		370	133	-447
Variations de juste valeur des instruments de dette évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global		-576	-357	-809
Instruments de couverture (éléments non désignés)		—	—	—
Actifs non courants et groupes destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente		—	—	—
Quote-part des autres produits et charges comptabilisés sur les participations dans des coentreprises et entreprises associées		5	-8	-18
Intérêts minoritaires (participations ne donnant pas le contrôle)	31	4 359	3 564	3 623
Autres éléments du résultat global accumulé		-2 730	-3 321	-3 109
Autres éléments		7 089	6 885	3 732
Total capitaux propres		60 014	552 65	50 517
Total capitaux propres et passifs		772 402	775 558	712 092

(1) Présentés, uniquement et exclusivement, à titre de comparaison (Note 1.3).

Hors Bilan - Engagements donnés	Notes	2024	2023 (1)	2022 (1)
Engagements de prêts accordés	33	188 515	152 868	136 920
Garanties financières accordées	33	22 503	188 39	16 511
Autres engagements donnés	33	51 215	425 77	39 137

(1) Présentés, uniquement et exclusivement, à titre de comparaison (Note 1.3).

Les Notes et les Annexes ci-jointes font partie intégrante du bilan consolidé au 31 décembre 2024.

II. – Comptes de résultat consolidés relatifs aux exercices clos les 31 décembre 2024, 2023 et 2022

(En millions d'euros.)	Notes	2024	2023 (1)	2022 (1)
Produits d'intérêts et produits assimilés	37,1	61 659	47 850	31 432
Produits d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif		55 224	42 141	29 134
Autres produits d'intérêts		6 435	5 709	2 298
Charges d'intérêts	37,2	-36 392	-24 761	-12 309
Marge d'intérêt		25 267	23 089	19 124
Produits de dividendes	38	120	118	123
Résultats des entités mises en équivalence	39	40	26	21
Produits de commissions	40	13 036	9 899	8 260
Charges de commissions	40	-5 048	-3 611	-2 888
Gains (pertes) sur sorties d'actifs et passifs financiers non évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	41	327	76	64
Actifs financiers au coût amorti		20	41	8
Autres actifs et passifs financiers		307	35	56
Gains (pertes) sur actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction, nets	41	2 458	1 352	562
Reclassement d'actifs financiers de la juste valeur par le biais des autres éléments		—	—	—
Reclassement d'actifs financiers du coût amorti		—	—	—
Autres gains (pertes)		2 458	1 352	562
Gains (pertes) sur actifs financiers non destinés à la négociation, évalués obligatoirement à la juste valeur par le biais du résultat net	41	179	337	-67
Reclassement d'actifs financiers de la juste valeur par le biais des autres éléments		—	—	—
Reclassement d'actifs financiers du coût amorti		—	—	—
Autres gains (pertes)		179	337	-67
Gains (pertes) sur actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	41	249	96	150
Gains (pertes) résultant de la comptabilité de couverture, nets	41	5	-17	-45
Différences de change, nettes	41	695	339	1 275
Autres produits d'exploitation	42	623	619	528
Autres charges d'exploitation	42	-3 951	-4 042	-3 438
Produits des actifs couverts par des contrats d'assurance ou de réassurance	43	3 720	3 081	2 622
Charges des actifs couverts par des contrats d'assurance ou de réassurance	43	-2 238	-1 821	-1 547
Marge brute		35 481	29 542	24 743
Charges administratives		-12 660	-10 905	-9 373
Charges de personnel	44,1	-7 659	-6 530	-5 601
Autres charges administratives	44,2	-5 001	-4 375	-3 773
Amortissement	45	-1 533	-1 403	-1 328
Dotations nettes aux provisions ou reprises de provisions	46	-198	-373	-291
Dépréciations ou reprises de dépréciations d'actifs financiers non évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, et pertes ou gains nets sur modification	47	-5 745	-4 428	-3 379
Actifs financiers évalués au coût amorti		-5 687	-4 386	-3 303
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		-58	-42	-76
Résultat d'exploitation		15 345	12 432	10 372
Dépréciation ou reprise de dépréciation des investissements dans des entreprises conjointes ou associées	48	63	-9	42
Dépréciation ou reprise de dépréciation d'actifs non financiers	49	1	-54	-27
Actifs corporels		29	-16	53
Actifs incorporels		-15	-26	-25
Autres		-13	-12	-55
Résultat (perte) net sur sorties d'actifs non financiers et de participations		14	28	-11
Écart d'acquisition négatif reconnu en résultat		—	—	—
Résultat (perte ou gain) provenant d'actifs non courants et de groupes d'éléments destinés à la vente, non admissibles comme activités abandonnées	50	-17	22	-108
Résultat (pertes) avant impôts des activités poursuivies		15 405	12 419	10 268
Charges ou produits d'impôt sur les bénéfices des activités poursuivies	19	-4 830	-4 003	-3 505
Résultat (pertes) après impôts des activités poursuivies		10 575	8 416	6 763
Résultat (ou perte) après impôts des activités abandonnées	21	—	—	—
Résultat de l'exercice		10 575	8 416	6 763
Part du résultat attribuable aux intérêts minoritaires (participations non contrôlantes)	31	521	397	405
Part du résultat attribuable aux propriétaires de la société mère		10 054	8 019	6 358

(1) Présentés uniquement et exclusivement à titre de comparaison (Note 1.3).

(En euros.)	Notes	2024	2022 ⁽¹⁾	2022 ⁽¹⁾
Résultat (perte) par action (euros)	5	1,68	1,29	0,98
Résultat (perte) de base par action sur les activités poursuivies		1,68	1,29	0,98
Résultat (perte) dilué(e) par action sur les activités poursuivies		1,68	1,29	0,98
Résultat (perte) de base par action sur les activités poursuivies		—	—	—
Résultat (perte) dilué(e) par action sur les activités poursuivies		—	—	—

(1) Présentés, uniquement et exclusivement, à titre de comparaison (Note 1.3).

Les Notes et les Annexes ci-jointes font partie intégrante du compte de résultat consolidé au 31 décembre 2024.

III. – États des produits et charges comptabilisés en en capitaux propres consolidés afférents aux exercices clos les 31 décembre 2024, 2023 et 2022

(En millions d'euros.)	2024	2022 ⁽¹⁾	2022 ⁽¹⁾
Résultat de l'exercice	10 575	8 416	6 763
Autre résultat global	-414	1 175	789
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	79	-223	190
Gains (pertes) actuariels sur les régimes à prestations définies	-78	-358	354
Actifs non courants et groupes destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente	—	—	—
Quote-part dans les autres produits et charges comptabilisés des participations dans des entreprises associées et coentreprises	—	—	—
Variations de la juste valeur des instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par autres éléments du résultat global, net	236	100	-121
Gains (pertes) sur la comptabilité de couverture des instruments de capitaux propres à la juste valeur par autres éléments du résultat global, net	—	—	—
Variations de la juste valeur des passifs financiers à la juste valeur par résultat net attribuables à des variations du risque de crédit	-102	-24	100
Impôt sur les bénéfices relatif aux éléments qui ne seront pas reclassés	23	59	-143
Éléments pouvant être reclassés en résultats	-493	1 398	599
Couvertures des investissements nets dans des activités à l'étranger (partie efficace)	169	-1 095	-1 172
Gains (pertes) de réévaluation comptabilisée en capitaux propres	169	-1 095	-1 172
Transféré au résultat	—	—	—
Autres reclassements	—	—	—
Conversion des devises	-646	1 379	3 413
Gains (pertes) de conversion comptabilisée en capitaux propres	-646	1 378	3 413
Transféré au résultat	—	1	—
Autres reclassements	—	—	—
Couverture des flux de trésorerie (partie efficace)	331	832	72
Gains (pertes) de réévaluation comptabilisée en capitaux propres	331	832	91
Transféré au résultat	—	—	-19
Transféré à la valeur comptable initiale des éléments couverts	—	—	—
Autres reclassements	—	—	—
Instruments de dette évalués à la juste valeur par autres éléments du résultat global	-398	752	-2 498
Gains (pertes) de réévaluation comptabilisée en capitaux propres	-217	757	-2 528
Transféré au résultat	-181	-5	30
Autres reclassements	—	—	—
Actifs non courants et groupes destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente	—	—	—
Gains (pertes) de réévaluation comptabilisée en capitaux propres	—	—	—
Transféré au résultat	—	—	—
Autres reclassements	—	—	—
Quote-part dans les autres produits et charges comptabilisés des participations dans des entreprises associées et coentreprises	16	12	-7
Impôt sur les bénéfices relatif aux éléments pouvant être reclassés en résultat	36	-482	791
Résultat global total de l'exercice	10 161	9 591	7 552
Attribuable aux intérêts minoritaires (participations ne conférant pas le contrôle)	1 108	184	1 352
Attribuable aux propriétaires de la société mère	9 053	9 407	6 200

(1) Présentés, uniquement et exclusivement, à titre de comparaison (Note 1.3).

Les Notes et les Annexes ci-jointes font partie intégrante de l'état consolidé des produits et charges comptabilisés pour l'exercice annuel clos le 31 décembre 2024.

**IV. – Tableaux consolidés des variations des capitaux propres
pour les exercices clos les 31 décembre 2024, 2023 et 2022**

Exercice 2024 (En millions d'euros.)	Capital (Note 26)	Prime d'émission (Note 27)	Instruments de capitaux propres émis distincts du capital	Autres éléments des capitaux propres	Résultat accumulés (Note 28)	Réserves de réévaluation	Autres réserves (Note 28)
Soldes au 1 ^{er} janvier 2024 (1)	2 861	19 769	—	40	36 237	—	2 015
Résultat global de l'exercice	—	—	—	—	—	—	—
Autres variations des capitaux propres	-37	-585	—	-1	4 457	—	-201
Émission d'actions ordinaires	—	—	—	—	—	—	—
Émission d'actions préférentielles	—	—	—	—	—	—	—
Émission d'autres instruments de capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—
Exercice ou échéance d'autres instruments de capitaux propres émis	—	—	—	—	—	—	—
Conversion de dettes en capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—
Réduction du capital	-37	-585	—	—	29	—	-189
Dividendes (ou rémunérations aux associés)	—	—	—	—	-2 245	—	—
Rachat d'actions propres	—	—	—	—	—	—	—
Cession ou annulation d'actions propres	—	—	—	—	—	—	10
Reclassement d'instruments financiers des capitaux propres au passif	—	—	—	—	—	—	—
Reclassification d'instruments financiers du passif aux capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—
Transferts entre composantes des capitaux propres	—	—	—	9	7 059	—	-38
Augmentation ou (-) diminution des capitaux propres résultant de regroupements d'entreprises	—	—	—	—	—	—	—
Paiements fondés sur des actions	—	—	—	-26	—	—	—
Autres augmentations ou (-) diminutions des capitaux propres	—	—	—	16	-386	—	16
Soldes au 31 décembre 2024	2 824	19 184	—	40	40 693	—	1 814

(1) Soldes au 31 décembre 2023 tels que publiés dans les États financiers consolidés de 2023.

Exercice 2024 (En millions d'euros.)	Actions propres (Note 29)	Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	(-) Dividendes à verser (Note 4)	Autre résultat global cumulé (Note 30)	Intérêts minoritaires Autre résultat global cumulé (Note 31)	Autres éléments (Note 31)	Total
Soldes au 1 ^{er} janvier 2024 (1)	-34	8 019	-951	-16 254	-3 321	6 885	55 265
Résultat global de l'exercice	—	10 054	—	-1 001	587	521	10 161
Autres variations des capitaux propres	-32	-8 019	-717	35	4	-317	-5 413
Émission d'actions ordinaires	—	—	—	—	—	—	—
Émission d'actions préférentielles	—	—	—	—	—	—	—
Émission d'autres instruments de capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—
Exercice ou échéance d'autres instruments de capitaux propres émis	—	—	—	—	—	—	—
Conversion de dettes en capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—
Réduction du capital	781	—	—	—	—	—	—
Dividendes (ou rémunérations aux associés)	—	—	-1 668	—	—	-345	-4 258
Rachat d'actions propres	-1 528	—	—	—	—	—	-1 528
Cession ou annulation d'actions propres	716	—	—	—	—	—	725
Reclassement d'instruments financiers des capitaux propres au passif	—	—	—	—	—	—	—
Reclassification d'instruments financiers du passif aux capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—
Transferts entre composantes des capitaux propres	—	-8 019	951	35	4	—	—
Augmentation ou (-) diminution des capitaux propres résultant de regroupements d'entreprises	—	—	—	—	—	—	—
Paiements fondés sur des actions	—	—	—	—	—	—	-26
Autres augmentations ou (-) diminutions des capitaux propres	—	—	—	—	—	28	-326
Soldes au 31 décembre 2024	-66	10 054	-1 668	-17 220	-2 730	7 089	60 014

(1) Soldes au 31 décembre 2023 tels que publiés dans les États financiers consolidés de 2023.

Les notes et les annexes ci-jointes font partie intégrante de l'état consolidé des variations des capitaux propres de l'exercice annuel clos le 31 décembre 2024.

Exercice 2023 (1) (En millions d'euros.)	Capital (Note 26)	Prime d'émission (Note 27)	Instruments de capitaux propres émis distincts du capital	Autres éléments des capitaux propres	Résultat accumulés (Note 28)	Réserves de réévaluation	Autres réserves (Note 28)
Soldes au 1 ^{er} janvier 2023 (2)	2 955	20 856	—	63	32 536	—	2 345
Effets des changements de méthodes comptables (3)	—	—	—	—	175	—	—
Solde initial ajusté	2 955	20 856	—	63	32 711	—	2 345
Résultat global total de l'exercice	—	—	—	—	—	—	—
Autres variations des capitaux propres	-94	-1 087	—	-22	3 526	—	-331
Émission d'actions ordinaires	—	—	—	—	—	—	—
Émission d'actions préférentielles	—	—	—	—	—	—	—
Émission d'autres instruments de capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—
Exercice ou échéance d'autres instruments de capitaux propres émis	—	—	—	—	—	—	—
Conversion de dettes en capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—
Réduction du capital	-94	-1 087	—	—	75	—	-316
Dividendes (ou rémunération aux associés)	—	—	—	—	-1 857	—	—
Rachat d'actions propres	—	—	—	—	—	—	—
Cession ou annulation d'actions propres	—	—	—	—	—	—	1
Reclassification d'instruments financiers des capitaux propres au passif	—	—	—	—	—	—	—
Reclassement d'instruments financiers du passif vers les capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—
Transferts entre composantes des capitaux propres	—	—	—	2	5 651	—	-17
Augmentation ou (-) diminution des capitaux propres résultant de regroupements d'entreprises	—	—	—	—	—	—	—
Paiements fondés sur des actions	—	—	—	-41	—	—	—
Autres augmentations ou (-) diminutions des capitaux propres	—	—	—	17	-344	—	2
Soldes au 31 décembre 2023	2 861	19 769	—	40	36 237	—	2 015

(1) Présentés uniquement et exclusivement à titre de comparaison (Note 1.3).

(2) Soldes au 31 décembre 2022 tels que publiés dans les États financiers consolidés de 2022.

(3) Effets de l'application de la norme IFRS 17 (voir note 2.2.8)

Exercice 2023 (1) (En millions d'euros.)	Actions propres (Note 29)	Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	(-) Dividendes à verser (Note 4)	Autre résultat global cumulé (Note 30)	Intérêts minoritaires		Total
					Autre résultat global cumulé (Note 31)	Autres éléments (Note 31)	
Soldes au 1 ^{er} janvier 2023 (2)	-29	6 420	-722	-17 432	-3 112	6 736	50 615
Effets des changements de méthodes comptables (3)	—	-62	—	-210	4	-4	-98
Solde initial ajusté	-29	6 358	-722	-17 642	-3 109	6 732	50 517
Résultat global total de l'exercice	—	8 019	—	1 388	-213	397	9 591
Autres variations des capitaux propres	-5	-6 358	-228	—	1	-244	-4 842
Émission d'actions ordinaires	—	—	—	—	—	—	—
Émission d'actions préférentielles	—	—	—	—	—	—	—
Émission d'autres instruments de capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—
Exercice ou échéance d'autres instruments de capitaux propres émis	—	—	—	—	—	—	—
Conversion de dettes en capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—
Réduction du capital	1 422	—	—	—	—	—	—
Dividendes (ou rémunération aux associés)	—	—	-951	—	—	-263	-3 071
Rachat d'actions propres	-2 166	—	—	—	—	—	-2 166
Cession ou annulation d'actions propres	739	—	—	—	—	—	741
Reclassification d'instruments financiers des capitaux propres au passif	—	—	—	—	—	—	—
Reclassement d'instruments financiers du passif vers les capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—
Transferts entre composantes des capitaux propres	—	-6 358	722	—	1	-1	—
Augmentation ou (-) diminution des capitaux propres résultant de regroupements d'entreprises	—	—	—	—	—	—	—
Paiements fondés sur des actions	—	—	—	—	—	—	-41
Autres augmentations ou (-) diminutions des capitaux propres	—	—	—	—	—	20	-305
Soldes au 31 décembre 2023	-34	8 019	-951	-16 254	-3 321	6 885	55 265

(1) Présentés uniquement et exclusivement à titre de comparaison (Note 1.3).

(2) Soldes au 31 décembre 2022 tels que publiés dans les États financiers consolidés de 2022.

(3) Effets de l'application de la norme IFRS 17 (voir note 2.2.8)

Les notes et les annexes ci-jointes font partie intégrante de l'état consolidé des variations des capitaux propres de l'exercice annuel clos le 31 décembre 2024.

Exercice 2023 (1) (En millions d'euros.)	Capital (Note 26)	Prime d'émission (Note 27)	Instruments de capitaux propres émis autres que le capital	Autres éléments des capitaux propres	Résultats accumulés (Note 28)	Réserves de réévaluation	Autres réserves (Note 28)
Soldes au 1 ^{er} janvier 2022 (2)	3 267	23 599	—	60	31 841	—	-1 857
Effets des changements de méthodes comptables (3)	—	—	—	—	178	—	—
Solde initial ajusté	3 267	23 599	—	60	32 019	—	-1 857
Résultat global total de l'exercice	—	—	—	—	—	—	6 358
Autres variations des capitaux propres	-313	-2 743	—	3	692	—	4 202
Émission d'actions ordinaires	—	—	—	—	—	—	—
Émission d'actions préférentielles	—	—	—	—	—	—	—
Émission d'autres instruments de capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—
Exercice ou échéance d'autres instruments de capitaux propres émis	—	—	—	—	—	—	—
Conversion de dettes en capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—
Réduction du capital	-313	-2 473	—	—	250	—	-355
Dividendes (ou rémunération aux associés)	—	—	—	—	-1 463	—	—
Rachat d'actions propres	—	—	—	—	—	—	—
Cession ou annulation d'actions propres	—	—	—	—	—	—	9
Reclassement d'instruments financiers de l'actif au passif	—	—	—	—	—	—	—
Reclassement d'instruments financiers du passif vers les capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—
Transferts entre composantes des capitaux propres (4)	—	—	—	—	2 231	—	2 712
Augmentation ou (-) diminution des capitaux propres résultant de regroupements d'entreprises	—	—	—	—	—	—	—
Paievements fondés sur des actions	—	—	—	-22	—	—	—
Autres augmentations ou (-) diminutions des capitaux propre (4)	—	—	—	25	-326	—	1 836
Soldes au 31 décembre 2022	2 955	20 856	—	63	32 711	—	2 345

(1) Présentés uniquement et exclusivement à titre de comparaison (Note 1.3).

(2) Soldes au 31 décembre 2021 tels que publiés dans les États financiers consolidés de 2021.

(3) Effets de l'application de la norme IFRS 17 (voir note 2.2.8)

(4) Dans les rubriques "Transferts entre composantes des capitaux propres" et "Autres augmentations ou diminutions des capitaux propres" figurent les effets associés de l'application de la norme IAS 29 dans les filiales turques (Note 2.2.18) pour un montant de -1 873 millions d'euros dans "Résultats non distribués", +1 862 millions d'euros dans "Cumul des autres éléments du résultat global" et dans "Intérêts minoritaires" - 1 621 millions d'euros dans "Autres éléments" et +1 480 millions d'euros dans "Cumul des autres éléments du résultat global"

Exercice 2023 (1) (En millions d'euros.)	(-) Actions propres (Note 29)	Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	(-) Dividendes à verser (Note 4)	Autre résultat global cumulé (Note 30)	Intérêts minoritaires		Total
					Autre résultat global cumulé global (Note 31)	Autres éléments (Note 31)	
Soldes au 1 ^{er} janvier 2022 (2)	-647	4 653	-532	-16 476	-8 414	13 267	48 760
Effets des changements de méthodes comptables (3)	—	—	—	-186	1	-6	-12
Solde initial ajusté	-647	4 653	-532	-16 662	-8 413	13 261	48 748
Résultat global total de l'exercice	—	—	—	-158	947	405	7 552
Autres variations des capitaux propres	617	-4 653	-190	-822	4 358	-6 935	-5 783
Émission d'actions ordinaires	—	—	—	—	—	—	—
Émission d'actions préférentielles	—	—	—	—	—	—	—
Émission d'autres instruments de capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—
Exercice ou échéance d'autres instruments de capitaux propres émis	—	—	—	—	—	—	—
Conversion de dettes en capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—
Réduction du capital	3 160	—	—	—	—	—	—
Dividendes (ou rémunération aux associés)	—	—	-722	—	—	-185	-2 370
Rachat d'actions propres	-2 966	—	—	—	—	—	-2 966
Cession ou annulation d'actions propres	423	—	—	—	—	—	432
Reclassement d'instruments financiers de l'actif au passif	—	—	—	—	—	—	—
Reclassement d'instruments financiers du passif vers les capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—
Transferts entre composantes des capitaux propres (4)	—	-4 653	532	-822	4 358	-4 358	—
Augmentation ou (-) diminution des capitaux propres résultant de regroupements d'entreprises	—	—	—	—	—	—	—
Paievements fondés sur des actions	—	—	—	—	—	—	-22
Autres augmentations ou (-) diminutions des capitaux propre (4)	—	—	—	—	—	-2 392	-857
Soldes au 31 décembre 2022	-29	6 358	-722	-17 642	-3 109	6 732	50 517

(1) Présentés uniquement et exclusivement à titre de comparaison (Note 1.3).

(2) Soldes au 31 décembre 2021 tels que publiés dans les États financiers consolidés de 2021.

(3) Effets de l'application de la norme IFRS 17 (voir note 2.2.8)

(4) Dans les rubriques "Transferts entre composantes des capitaux propres" et "Autres augmentations ou diminutions des capitaux propres" figurent les effets associés de l'application de la norme IAS 29 dans les filiales turques (Note 2.2.18) pour un montant de -1 873 millions d'euros dans "Résultats non distribués", +1 862 millions d'euros dans "Cumul des autres éléments du résultat global" et dans "Intérêts minoritaires" - 1 621 millions d'euros dans "Autres éléments" et +1 480 millions d'euros dans "Cumul des autres éléments du résultat global"

Les notes et les annexes ci-jointes font partie intégrante de l'état consolidé des variations des capitaux propres de l'exercice annuel clos le 31 décembre 2024.

V. – Tableaux des flux de trésorerie consolidés correspondant aux exercices clos les 31 décembre 2024, 2023 et 2022

(En millions d'euros.)	2024	2022 (1)	2022 (1)
A) Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	-18 190	-721	23 718
Dont l'effet d'hyperinflation sur les activités d'exploitation (voir note 2.2.18)	2 593	1 884	2 692
Résultat de l'exercice	10 575	8 416	6 763
Ajustements pour obtenir les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	14 817	12 150	11 746
Amortissement	1 533	1 403	1 328
Autres ajustements	13 283	10 747	10 418
Augmentation / diminution nette des actifs d'exploitation	-54 265	-77 408	-42 900
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	28 452	-27 884	14 658
Actifs financiers non destinés à la négociation évalués obligatoirement à la juste valeur par le biais du résultat			
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat	119	-42	179
Autres actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-1 124	2 512	-1 014
Actifs financiers au coût amorti	-76 759	-51 182	-55 754
Autres actifs d'exploitation	-2 140	476	-548
Augmentation / diminution nette des passifs d'exploitation	16 314	61 473	51 343
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	-32 695	24 435	2 907
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat	2 647	2 003	293
Passifs financiers au coût amorti	45 970	36 127	48 161
Autres passifs d'exploitation	392	-1 092	-17
Encaissements / décaissements au titre de l'impôt sur les bénéfices	-5 631	-5 353	-3 234
B) Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-1 423	-1 419	-3 911
Dont l'effet d'hyperinflation des activités d'investissement (voir note 2.2.18)	753	772	759
Décaissements	-2 039	-1 912	-4 506
Actifs corporels	-1 195	-1 129	-1 812
Actifs incorporels	-816	-690	-630
Investissements dans des entreprises communes et associées	-1	-93	-81
Filiales et autres unités économiques	-28	—	-1 389
Actifs non courants et passifs classés comme détenus en vue de la vente	—	—	-594
Autres paiements liés aux activités d'investissement	—	—	—
Encaissements	617	492	596
Actifs corporels	104	92	29
Actifs incorporels	—	—	—
Investissements dans des entreprises communes et associées	32	58	127
Filiales et autres unités économiques	73	21	—
Actifs non courants et passifs classés comme détenus en vue de la vente	408	321	440
Autres encaissements liés aux activités d'investissement	—	—	—
C) Flux de trésorerie liés aux activités de financement	-2 567	-1 842	-7 563
Dont l'effet d'hyperinflation des activités de financement (voir note 2.2.18)	—	—	—
Décaissements	-8 773	-7 224	-7 996
Dividendes (ou rémunération aux associés)	-3 913	-2 808	-2 185
Passifs subordonnés	-2 599	-1 629	-2 258
Amortissement d'instruments de capitaux propres	-37	-94	-313
Acquisition d'instruments de capitaux propres	-1 492	-2 072	-2 670
Autres paiements liés aux activités de financement	-732	-622	-571
Encaissements	6 205	5 383	434
Passifs subordonnés	5 514	4 672	—
Émission d'instruments de capitaux propres	—	—	—
Cession d'instruments de capitaux propres	691	711	434
Autres encaissements liés aux activités de financement	—	—	—
D) Effet des variations des taux de change	-2 091	-357	-288
E) Augmentation (Diminution) nette de la trésorerie et équivalents (A + B + C + D)	-24 271	-4 339	11 957
F) Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	75 416	79 756	67 799
G) Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'exercice (E + F)	51 145	75 416	79 756

Composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie en fin d'exercice (En millions d'euros.)	Notes	2024	2022 (1)	2022 (1)
Trésorerie	9	8 636	7 751	6 533
Solde équivalents à la trésorerie auprès des banques centrales	9	35 306	60 750	67 314
Autres actifs financiers	9	7 202	6 916	5 909
Moins : découverts bancaires remboursables à vue		—	—	—
Total trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'exercice		51 145	75 416	79 756

(1) Présentés, uniquement et exclusivement, à titre de comparaison (Note 1.3).

Les Notes et les Annexes ci-jointes font partie intégrante de l'état consolidé des variations des capitaux propres de l'exercice annuel clos au 31 décembre 2024.

VI. – Rapport consolidé relatif à l'exercice annuel clos le 31 décembre 2024

1. – Introduction, base de présentation des États Financiers Consolidés, contrôle interne financier et autres informations

1.1. – Introduction

Banco Bilbao Vizcaya Argentaria, S.A. (ci-après la « Banque » ou « BBVA »), inscrite au registre du commerce de Biscaye, est une entité de droit privé soumise à la réglementation des établissements bancaires opérant en Espagne. Elle exerce son activité par l'intermédiaire de succursales et d'agences réparties sur l'ensemble du territoire national ainsi qu'à l'étranger.

Les statuts de la société et d'autres informations publiques peuvent être consultés tant au siège social de la Banque (Plaza San Nicolás, 4, Bilbao) que sur son site internet (www.bbva.com). L'objet social de la Banque couvre l'ensemble des activités, opérations, actes, contrats et services propres à l'activité bancaire, ou qui s'y rapportent directement ou indirectement, autorisés ou interdits par la législation en vigueur et les activités complémentaires. Cet objet social inclut également l'acquisition, la détention, la jouissance et la cession de titres, les offres publiques d'achat et de vente, ainsi que toute forme de participations dans toute société ou entreprise.

Outre les opérations qu'elle réalise directement, la Banque est la société mère d'un groupe constitué d'entités dépendantes, d'entreprises conjointes et de sociétés associées exerçant des activités diverses et constituant, avec elle, le Groupe BBVA (ci-après, le « Groupe » ou le « Groupe BBVA »). Par conséquent, la Banque est tenue d'établir, outre ses propres états financiers individuels, les états financiers consolidés du Groupe.

Au 31 décembre 2024, le Groupe BBVA comprenait, outre la Banque, 174 entités consolidées par intégration globale et 39 sociétés mises en équivalence (voir Notes 3 et 16 ainsi que les Annexes I à IV ci-joints).

Les états financiers consolidés du Groupe BBVA pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 ont été approuvés par l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Banque lors de sa réunion du 15 mars 2024.

Les états financiers annuels consolidés du Groupe BBVA ainsi que les états financiers individuels de la Banque et de la quasi-totalité des autres entités intégrées dans le Groupe, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, ont été soumis aux organes compétents pour approbation, notamment aux Assemblées Générales de leurs conseils respectifs. Toutefois, les états financiers de la Banque ont été approuvés sans modifications substantielles par son Conseil d'Administration.

1.2. – Bases de présentation des États Financiers Annuels consolidés

Les États Financiers Annuels consolidés du Groupe BBVA sont présentés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) adoptées par l'Union européenne (ci-après, les « IFRS-UE »), applicables au 31 décembre 2024, en tenant compte de la Circulaire 4/2017 de la Banque d'Espagne, ainsi que de ses modifications successives, et des autres dispositions du cadre réglementaire applicable à l'information financière. Ils sont également conformes aux exigences de format et de balisage prévues par le Règlement Délégué (UE) 2019/815 de la Commission européenne.

Les États Financiers Annuels consolidés du Groupe BBVA, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, ont été établis par les Administrateurs de la Banque (lors de la réunion de son Conseil d'Administration tenue le 11 février 2025) en appliquant les critères de consolidation ainsi que les principes, politiques comptables et règles d'évaluation décrits à la Note 2, de manière à refléter fidèlement le patrimoine consolidé et la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2024, ainsi que les résultats consolidés de ses opérations et ses flux de trésorerie consolidés générés au cours de l'exercice clos à cette date.

Lesdits états financiers consolidés ont été élaborés à partir des registres comptables tenus par la Banque et par chacune des autres entités consolidées du Groupe. Ils incluent les ajustements et reclassements nécessaires à l'harmonisation des politiques comptables et des méthodes d'évaluation appliquées par le Groupe (voir Note 2.2)

Aucun principe comptable ou critère d'évaluation obligatoire, dont l'application aurait un effet significatif sur les États Financiers Annuels consolidés, n'a été omis lors de leur établissement.

Les montants figurant dans les présents états financiers consolidés sont exprimés en millions d'euros, sauf dans les cas où il est plus approprié d'utiliser une unité de moindre valeur. Par conséquent, certaines rubriques peuvent ne présenter aucun montant alors qu'elles en auraient affiché un si des unités inférieures avaient été utilisées. Pour la présentation en millions d'euros, les soldes comptables ont été arrondis ; de ce fait, il est possible que certains totaux ne correspondent pas exactement à la somme arithmétique des montants présentés précédemment.

Les variations en pourcentage des grandeurs mentionnées ont été calculées à partir de soldes exprimés en milliers d'euros.

1.3. – Comparabilité de l'informations

Les informations contenues dans les États Financiers Annuels consolidés joints, relatives aux exercices 2023 et 2022, ont été préparées conformément aux normes en vigueur et sont présentées uniquement à des fins de comparaison avec les données relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2024.

1.4. – Saisonnalité des produits et des charges

La nature des opérations les plus significatives réalisées par les entités du Groupe BBVA correspond essentiellement aux activités typiques des établissements financiers ; c'est pourquoi celles-ci ne sont pas significativement affectées par des facteurs de saisonnalité au cours d'un même exercice.

1.5. – Responsabilité de l'informations et estimations réalisées

Les informations contenues dans les États Financiers Annuels consolidés du Groupe BBVA relèvent de la responsabilité des Administrateurs de la Banque.

Lors de l'établissement des États Financiers Annuels consolidés, il est parfois nécessaire de procéder à des estimations afin de déterminer le montant auquel doivent être comptabilisés certains actifs, passifs, produits, charges et engagements. Ces estimations concernent principalement :

- Les corrections de valeur appliquées à certains actifs financiers (voir Notes 7, 13, 14 et 16).
- Les hypothèses utilisées pour l'évaluation des contrats d'assurance ou de réassurance (voir Note 23), afin de quantifier certaines provisions (voir Note 24), ainsi que pour le calcul actuariel des passifs et engagements au titre des avantages postérieurs à l'emploi et autres obligations (voir Note 25).
- La durée d'utilité et les pertes de valeur des actifs corporels et incorporels ainsi que les pertes sur actifs non courants destinés à la vente (voir Notes 17, 18 et 21).
- L'évaluation du goodwill et l'affectation du prix d'acquisition dans les regroupements d'entreprises (voir Note 18).
- La juste valeur de certains actifs et passifs financiers non cotés (voir Notes 7, 8, 10, 11, 12, 13 et 15).
- La recouvrabilité des actifs d'impôts différés et l'évaluation de la charge d'impôt sur les sociétés (voir Note 19).

De manière générale, le Groupe BBVA s'efforce d'intégrer dans ses modèles les éléments pertinents pour les estimations, notamment l'impact du risque climatique et d'autres enjeux liés au climat susceptibles d'affecter les états financiers consolidés, les flux de trésorerie et la performance financière du Groupe. Ces estimations et jugements sont intégrés dans la préparation des états financiers du Groupe BBVA et, dans la mesure où ils sont pertinents, sont détaillés dans les Notes annexes aux États Financiers Annuels consolidés.

Les incertitudes géopolitiques et économiques actuelles (voir Note 7.1) complexifient l'élaboration d'estimations fiables et exigent l'exercice du jugement. Par conséquent, les estimations ont été établies sur la base des meilleures informations disponibles au 31 décembre 2024 sur les faits analysés. Toutefois, des événements ultérieurs pourraient rendre nécessaire la révision de ces estimations (à la hausse ou à la baisse), conformément à la réglementation applicable, en reconnaissant leurs effets comme changement d'estimation dans les états financiers consolidés.

Au cours de l'exercice 2024, aucun changement significatif n'est intervenu dans les estimations effectuées au 31 décembre 2023 et 2022, qui ont été maintenues dans les présents États Financiers Annuels consolidés.

1.6. – Contrôle interne relatif à l'information financière du Groupe BBVA

L'information financière du Groupe BBVA est établie dans le cadre d'un Système de Contrôle Interne de l'Information Financière (ci-après, le « SCILF »), qui assure une sécurité raisonnable quant à la fiabilité et à l'intégrité de l'information financière consolidée ainsi qu'au bon enregistrement des opérations conformément à la réglementation applicable.

Le SCiIF est conforme au référentiel de contrôle établi en 2013 par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (ci-après, « COSO » selon son acronyme en anglais). Le cadre COSO 2013 repose sur cinq composantes fondamentales garantissant l'efficacité et l'efficience des systèmes de contrôle interne :

- Établir un environnement de contrôle adapté au suivi des activités.
- Évaluer les risques susceptibles d'affecter l'élaboration de l'information financière.
- Concevoir les dispositifs de contrôle nécessaires pour atténuer les risques identifiés.
- Mettre en place des circuits d'information appropriés pour détecter et communiquer les faiblesses ou les inefficacités du système.
- Surveiller les activités de contrôle afin d'assurer leur bon fonctionnement et l'efficacité des mesures dans le temps.

Le SCiIF est un modèle dynamique qui évolue en permanence pour refléter à tout moment la réalité de l'activité du Groupe, de ses processus opérationnels, des risques potentiels et des dispositifs de contrôle mis en œuvre pour les atténuer. Ce système de contrôle fait l'objet d'une évaluation continue, coordonnée par les unités de Contrôle Interne Financier présentes dans les différentes entités du Groupe.

Les unités précitées de Contrôle Interne Financier, afin de garantir leur indépendance, sont intégrées au sein du département Regulation & Internal Control, dont le responsable rend compte au Conseil d'administration via ses Commissions. Elles ont pour fonctions principales la définition et la coordination du modèle global de contrôle interne du Groupe, structuré autour de deux piliers :

- Un système de contrôle organisé en trois lignes de défense mis à jour et renforcé ces dernières années, comme suit :
 - a. La première ligne de défense (1LoD) localisée dans les unités opérationnelles, commerciales et supports, elle est chargée d'identifier les risques liés aux processus, d'implanter et d'exécuter les contrôles nécessaires à leur atténuation. Pour renforcer cette gestion des risques, une fonction dédiée appelée Risk Control Assurer (RCA) a été créée.
 - b. La deuxième ligne de défense (2LoD) est composée d'unités spécialisées par type de risque (Risk Control Specialists – RCS), notamment dans les domaines Finance, Juridique, Technologie, Tiers, Conformité ou Processus. Ces unités définissent les cadres de contrôle et de mitigation, interviennent à l'échelle transversale du Groupe, remettent en question (challenge) le modèle de contrôle, veillent à sa mise en œuvre correcte, conçoivent les contrôles et évaluent leur efficacité
 - c. La troisième ligne de défense (3LoD) est constituée de l'Audit Interne, qui effectue une évaluation indépendante de la conception et de l'efficacité du modèle de contrôle interne, tant de la première que de la deuxième ligne de défense.
- Une structure de comités dans le Groupe, appelée Corporate Assurance, qui facilite la remontée rapide des faiblesses identifiées vers la Direction et la gestion des problématiques de contrôle interne, tant au niveau consolidé que dans chaque zone géographique où le Groupe exerce son activité.

Les différentes unités de contrôle interne, RCA et RCS coordonnées par RCS Finance (Contrôle Interne Financier) suivent une méthodologie commune et homogène établie à l'échelle du Groupe selon le schéma suivant :

Modèle de contrôle de l'information financière						
	01	02	03	04	05	06
Processus des entreprises Risques Contrôles	Sélection du périmètre de la révision	Documentation des processus	Identification, évaluation et hiérarchisation des risques	Documentation des contrôles	Détermination et gestion du risque résiduel	Évaluation de l'efficacité du système de contrôle interne
	Sélection des informations financières pertinentes et des sociétés dans lesquelles elles sont générées.	Documentation des processus intervenant directement ou indirectement dans l'élaboration de l'information financière	Association des processus aux risques susceptibles de générer des erreurs dans l'information financière	Documentation des activités de contrôle en place pour atténuer les risques critiques identifiés	Détermination et gestion du degré d'atténuation des risques au moyen des contrôles identifiés	Évaluation continue, certification, rapport et communication de l'efficacité du système de contrôle interne

Le SCiIF intègre à la fois les contrôles liés aux processus de production de l'information financière, ainsi que d'autres contrôles de portée plus large, conçus pour améliorer le cadre général de contrôle du Groupe (contrôles au niveau de l'entité, ou ELC selon l'acronyme anglais). Ces deux types de contrôles sont évalués régulièrement par les départements de Contrôle et d'Audit Interne du Groupe. Les résultats de cette évaluation sont communiqués à la Commission d'Audit du Conseil d'Administration de la Banque.

Le Groupe BBVA respecte également les exigences de la loi Sarbanes-Oxley (SOX) pour l'élaboration de ses états financiers consolidés annuels, en tant qu'émetteur de titres cotés auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission (ci-après, la "SEC"). Cela implique la participation des principaux dirigeants du Groupe à la conception et à la mise en œuvre d'un système de contrôle interne efficace garantissant la qualité et la véracité de l'information financière.

La description du SCIF est exposée en détail dans le Rapport Annuel de Gouvernement d'Entreprise, qui fait partie intégrante du Rapport de Gestion consolidé annexé aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

VII. – Rapport d'audit sur les comptes annuels consolidés émis par un commissaire aux comptes indépendant

Opinion

Nous avons audité les comptes annuels consolidés de Banco Bilbao Vizcaya Argentaria, S.A. (ci-après dénommée « Banque ») et de ses filiales, qui constituent ensemble, avec la Banque le Groupe Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (ci-après le « Groupe »), comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2024, le compte de résultat consolidé, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidé ainsi que l'annexe consolidée afférente à l'exercice clos à cette date.

À notre avis, les comptes annuels consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats consolidés du Groupe au 31 décembre 2024, ainsi que des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne (IFRS-UE) et aux autres dispositions du référentiel comptable applicable en Espagne.

Fondement de l'opinion

Nous avons conduit notre audit conformément à la réglementation applicable à l'activité d'audit légal des comptes en Espagne. Nos responsabilités selon ces normes sont décrites dans la section Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels consolidés dans notre rapport.

Nous sommes indépendants du Groupe conformément aux exigences déontologiques applicables, notamment celles prévues par la réglementation relative à l'audit légal des comptes en Espagne, et nous avons rempli nos autres obligations déontologiques conformément à ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit sont ceux qui, selon notre jugement professionnel, significatifs dans l'audit des comptes annuels consolidés de la période considérée. Ces points ont été traités dans le cadre de l'audit des comptes consolidés dans leur ensemble, et dans la formulation de notre opinion, nous ne formulons pas d'opinion distincte sur chacun de ces points.

Estimation des pertes pour dépréciation liées au risque de crédit du portefeuille de prêts et avances à la clientèle évaluée au coût amorti

Description

Le portefeuille de prêts et avances à la clientèle évaluée au coût amorti du Groupe s'élevait, au 31 décembre 2024, à une valeur nette de corrections de valeur de 412 477 millions d'euros. Les ajustements pour dépréciation incluent des pertes pour risque de crédit d'un montant de 11 611 millions d'euros, tel que présenté dans les notes 7 et 14 de l'annexe aux comptes annuels consolidés. L'estimation des pertes de valeur liées au risque de crédit sur ce portefeuille constitue une question significative et complexe, impliquant des jugements liés à la classification des actifs financiers, aux méthodes de modélisation et à l'utilisation d'hypothèses dans le calcul, qui est réalisé individuellement ou collectivement. Elle nécessite l'application de jugements importants par la Direction, selon les principes et critères comptables appliqués par le Groupe, détaillés dans les notes 2 et 7 de l'annexe aux comptes annuels consolidés.

La classification des actifs financiers inclus dans ce portefeuille, aux fins de l'estimation de la dépréciation, repose sur trois catégories ou « étapes », en fonction de l'identification d'un risque de crédit significatif depuis la comptabilisation initiale (étape 2), de l'existence d'un défaut de paiement (étape 3) ou de l'absence de signes de détérioration (étape 1). Cette classification est un processus déterminant, car le calcul des pertes attendues dépend du stade d'évolution de l'actif concerné.

Par ailleurs, pour dépréciation sur une base individuelle tient compte de l'évaluation de la capacité de remboursement des emprunteurs, fondée sur les projections de l'évolution future de leurs activités et sur la valeur de marché des garanties existantes dans les opérations de crédit.

L'estimation collective des pertes pour dépréciation est réalisée au moyen de modèles internes intégrant des bases de données volumineuses, l'évaluation de différents scénarios macroéconomiques, ainsi que la prise en compte d'informations passées, présentes et futures. L'estimation des pertes pour dépréciation est un processus hautement automatisé et complexe, reposant sur des critères de segmentation des expositions et sur l'exercice de jugements pour déterminer le montant de l'exposition en cas de défaut de paiement (« EAD ») ainsi que les paramètres de perte attendue : la probabilité de défaut (« PD ») et la perte en cas de défaut (« LGD »). Le Groupe procède régulièrement à des recalibrages et à des tests de validation de ses modèles internes, qui sont réalisés par une Unité de Validation Interne. Il effectue également des analyses de sensibilité aux principales variables macroéconomiques, dans le but d'améliorer leur capacité prédictive à partir de l'expérience historique réelle.

De plus, comme indiqué dans la note 7.2 de l'annexe aux comptes annuels consolidés, le Groupe peut compléter les pertes de valeur attendues afin d'intégrer les effets qui pourraient ne pas être pris en compte dans les modèles, soit en raison de facteurs de risque additionnels, soit pour inclure des spécificités sectorielles ou des éléments susceptibles d'impacter un ensemble d'opérations ou de contreparties.

Nous avons considéré l'estimation des pertes de valeur liées au risque de crédit sur le portefeuille de prêts et d'avances à la clientèle évalué au coût amorti comme un point clé de notre audit, en raison de l'importance de ce portefeuille et du montant de ses pertes de valeur, ainsi que de la complexité et du haut degré de jugement impliqués dans les processus de classification des expositions et d'estimation.

Notre Réponse

Notre approche d'audit sur ce point a consisté à comprendre les processus établis par la direction concernant l'estimation des pertes de valeur liées au risque de crédit sur le portefeuille de prêts et avances à la clientèle évaluée au coût amorti, ainsi qu'à évaluer la conception et la mise en œuvre des contrôles pertinents en la matière, de même que leur efficacité opérationnelle. Nous avons également effectué des tests approfondis sur les estimations, pour lesquels nous avons mobilisé nos spécialistes en risque de crédit. Nos travaux ont porté sur : (i) l'évaluation de la méthodologie du Groupe pour le calcul des pertes attendues, (ii) la vérification des données et des hypothèses utilisées pour la détermination des paramètres de pertes attendues, les variables macroéconomiques utilisées et les critères qualitatifs et quantitatifs servant à ajuster les provisions collectives issues des modèles internes ; et (iii) la vérification arithmétique des calculs.

Nos procédures d'évaluation de la conception, de la mise en œuvre et de l'efficacité opérationnelle des contrôles pertinents se sont concentrées sur les domaines suivants :

- Le cadre de gestion du risque de crédit, incluant la conception et l'approbation des politiques et critères comptables, ainsi que des méthodologies et modèles destinés à l'estimation des pertes attendues.
- La classification des expositions en stages, en fonction de l'évolution du risque de crédit, selon qu'il y ait ou non une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, ou en cas de défaut, conformément aux critères définis par le Groupe.
- La définition des méthodes et hypothèses utilisées pour estimer l'EAD, le PD et le LGD, ainsi que l'identification des variables macroéconomiques, et l'intégrité, l'exactitude et la mise à jour des bases de données utilisées pour calculer les pertes attendues.
- Le dispositif de contrôle appliqué aux modèles internes d'estimation des pertes de valeur collectives, ainsi qu'aux variables intégrées dans l'estimation individuelle des pertes de valeur.
- Le cadre de gouvernance relatif à l'identification, au calcul et à l'allocation des ajustements complémentaires aux pertes de valeur identifiées de manière générale ou spécifique, ainsi que l'adéquation de ces ajustements.
- L'intervention de l'Unité de Validation Interne, notamment pour la recalibration et les tests de robustesse des modèles d'estimation des pertes de valeur collectives.

Par ailleurs, nos tests de détail relatifs à l'estimation des pertes de valeur ont porté, entre autres, sur les points suivants :

- Nous avons évalué la conformité des politiques et critères comptables appliqués par le Groupe avec le référentiel d'information financière applicable.
- Nous avons réalisé des tests de détail sur l'intégrité, l'exactitude et la mise à jour des bases de données utilisées par le Groupe pour déterminer la classification en « stages » des expositions et l'estimation des paramètres de perte attendue (par exemple, l'ancienneté des impayés, l'existence de refinancements ou la valeur des garanties), en nous appuyant sur nos spécialistes en analyse économique pour l'évaluation des variables macroéconomiques. Nous avons également vérifié un échantillon d'opérations pour évaluer la bonne classification et segmentation aux fins de l'estimation des pertes de valeur.
- S'agissant des pertes de valeur déterminées individuellement, nous avons examiné un échantillon d'opérations afin d'évaluer la classification retenue et les hypothèses utilisées par la Direction pour quantifier ces pertes. Cela inclut l'analyse de la situation financière de l'emprunteur, les prévisions de flux de trésorerie futurs, et, le cas échéant, l'évaluation des garanties ainsi que les taux d'actualisation appliqués.

- Pour les pertes de valeur évaluées collectivement, nous avons, avec le concours de nos spécialistes, analysé la méthodologie employée par le Groupe, au travers d'un échantillon de modèles internes. Nous avons également évalué le fonctionnement du moteur de calcul des pertes attendues, notamment en vérifiant le recalcul de ces pertes sur un échantillon de portefeuilles de crédits.
- Nous avons évalué l'analyse menée par la Direction sur la nécessité ou non d'apporter des ajustements supplémentaires aux pertes de valeur identifiées dans le processus global, et le cas échéant, la pertinence des hypothèses retenues ainsi que l'exactitude des calculs effectués.

En complément, nous avons évalué si les informations présentées dans les notes annexes aux comptes consolidés sont préparées conformément aux critères du cadre comptable applicable au Groupe.

Évaluation des instruments financiers à la juste valeur

Description

Au 31 décembre 2024, le Groupe possède des actifs et des passifs financiers évalués à la juste valeur, laquelle est déterminée comme étant le prix de marché de l'instrument financier concerné. Comme indiqué dans la note 8 de l'annexe aux comptes consolidés, pour un grand nombre de ces actifs et passifs, notamment les dérivés, aucun prix de marché disponible n'existe. En conséquence, la Direction recourt à l'estimation de leur juste valeur à partir de transactions récentes sur des instruments analogues ou, à défaut, à l'utilisation de modèles mathématiques de valorisation. Ces actifs et passifs financiers pour lesquels aucun prix de marché direct n'est disponible, sont classés aux niveaux 2 et 3 de la hiérarchie de juste valeur, telle que définie dans la note 8 de l'annexe aux comptes consolidés.

Dans l'utilisation de ces modèles mathématiques, il est tenu compte des caractéristiques spécifiques de l'actif ou du passif à évaluer, et plus particulièrement des différents types de risques qui y sont associés. Néanmoins, les limites inhérentes à ces modèles et les incertitudes relatives aux hypothèses et paramètres requis peuvent entraîner des écarts entre la juste valeur estimée et le prix auquel l'actif ou le passif pourrait effectivement être cédé ou réglé à la date de l'évaluation. Dans la mesure du possible, les évaluations ainsi obtenues sont comparées à d'autres sources, telles que les valorisations internes des équipes commerciales ou les valorisations de marché d'autres participants.

Nous avons considéré l'estimation de la juste valeur par le recours à ces modèles comme une question clé de notre audit, en raison du niveau de jugement significatif requis de la part de la Direction, tant pour le choix et la mise en œuvre du modèle que pour la détermination des hypothèses et paramètres sous-jacents.

Notre Réponse

Notre approche d'audit sur ce sujet s'est concentrée sur l'évaluation des modèles et méthodologies de valorisation utilisée par le Groupe pour estimer la juste valeur des instruments financiers ne disposant pas d'un prix de marché disponible. À cette fin, nous avons obtenu une compréhension des processus établis par la direction pour la valorisation de ces instruments financiers, et nous avons évalué la conception et la mise en œuvre des contrôles internes pertinents, ainsi que leur efficacité opérationnelle. Nous avons aussi procédé à des tests de détail sur les estimations réalisées par le Groupe, avec le concours de nos spécialistes en valorisation d'instruments financiers.

Nos procédures d'évaluation de la conception, de la mise en œuvre et de l'efficacité opérationnelle des contrôles pertinents se sont concentrées sur les domaines suivants :

- Le cadre de gestion des risques et des contrôles liés aux activités sur les marchés financiers.
- La conception et l'approbation des politiques et critères comptables ainsi que des méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers, et leur impact sur la classification dans la hiérarchie de juste valeur.
- L'intégrité, l'exactitude et la mise à jour des données utilisées dans la valorisation des instruments financiers, y compris les dispositifs de contrôle et de gestion mis en place pour les bases de données existantes.

Concernant les tests de détail réalisés, ceux-ci ont principalement consisté à :

- Évaluer la pertinence des modèles de valorisation les plus significatifs utilisés par le Groupe, ainsi que les hypothèses majeures appliquées. Nous avons porté une attention particulière aux données d'entrée non observables directement sur le marché, telles que les taux d'intérêt, le risque de crédit de l'émetteur, la volatilité et les corrélations, entre autres.
- Pour un échantillon d'instruments financiers évalués à la juste valeur pour lesquels aucun prix de marché n'était disponible, nous avons évalué la classification appropriée dans la hiérarchie de juste valeur, la pertinence des critères de valorisation appliqués et la fiabilité des valeurs retenues. Cela a été fait en comparant ces valorisations avec celles réalisées de manière indépendante par nos spécialistes en évaluation d'instruments financiers. Pour les dérivés et les instruments de dette, cela a inclus l'examen de rapports d'évaluation de tiers. Pour les instruments de capital non cotés, nous avons comparé les hypothèses utilisées avec celles évaluées de manière indépendante par nos spécialistes.
- En complément, nous avons vérifié que les informations figurant dans les notes annexes aux comptes consolidés étaient établies conformément au référentiel d'information financière applicable au Groupe.

Risques associés aux technologies de l'information**Description**

La continuité des processus opérationnels du Groupe dépend fortement de son infrastructure technologique. Dans ce contexte, le Groupe opère dans un environnement technologique complexe, dans lequel les centres de données en Espagne et au Mexique au service des différents pays où il est implanté, en combinaison avec d'autres centres de traitement locaux. Cet environnement technologique vise à répondre de manière fiable et efficace aux exigences opérationnelles du Groupe et à garantir le bon traitement de l'information financière.

Dans ce contexte, il est essentiel d'évaluer la gouvernance informatique et les dispositifs organisationnels, afin de permettre une gestion appropriée des risques technologiques pouvant affecter les systèmes d'information, notamment les contrôles relatifs à la sécurité physique et logique, à la maintenance, au développement et à l'exploitation des systèmes, des bases de données et des applications utilisées dans le processus d'élaboration de l'information financière. Pour ces raisons, nous avons considéré les risques liés aux technologies de l'information comme un point clé de notre audit.

Notre Réponse

Dans le cadre de notre audit, avec l'intervention de nos spécialistes en systèmes d'information, nous avons obtenu une compréhension des flux d'information et du dispositif de contrôle interne du Groupe en lien avec les systèmes d'exploitation, les bases de données et les applications participant à la production de l'information financière. Nous avons évalué la conception et la mise en œuvre des contrôles généraux sur les technologies de l'information et, notamment, réalisé les travaux suivants :

- Évaluation de la gouvernance en matière de risques technologiques.
- Test des contrôles d'accès, des modifications de programmes et de la sécurité logique des systèmes d'exploitation, bases de données et applications utilisées pour la production de l'information financière.
- Tests des contrôles liés à la maintenance, au développement et à l'exploitation des applications et -systèmes intervenant dans l'élaboration de l'information financière.
- Évaluation de la conception, de la mise en œuvre et de l'efficacité des modifications apportées par la direction pour renforcer les contrôles d'accès dans l'environnement de certaines applications, ainsi que réalisation de tests sur les contrôles compensatoires mis en place par la Direction ou d'autres facteurs atténuants, lorsque cela s'est avéré nécessaire.

Autres informations : Rapport de gestion consolidé

Les autres informations comprennent exclusivement le rapport de gestion consolidé au titre de l'exercice 2024, établi sous la responsabilité des administrateurs de la Banque, et ne font pas partie intégrante des comptes annuels consolidés.

Notre opinion d'audit sur les comptes annuels consolidés ne couvre pas le rapport de gestion consolidé. Notre responsabilité, conformément à la réglementation encadrant l'audit légal des comptes, consiste à :

- a. Vérifier uniquement que l'état d'information non financière consolidé, tel qu'inclus dans le Rapport Annuel sur la Gouvernance d'Entreprise et le Rapport Annuel sur la Rémunération des Administrateurs, auxquels se réfère la Loi sur l'Audit des Comptes, a été établi conformément à la réglementation applicable. Si ce n'est pas le cas, nous devons en informer.
- b. Évaluer la cohérence des autres informations contenues dans le rapport de gestion consolidé avec les comptes annuels consolidés, à partir de notre connaissance acquise au cours de l'audit desdits comptes. Cela inclut l'appréciation du contenu et de la présentation du rapport de gestion consolidé, afin de déterminer s'ils sont conformes aux normes applicables. Si, sur la base des travaux réalisés, nous identifions des anomalies significatives, nous devons en informer.

Sur la base des travaux effectués et conformément à ce qui précède, nous avons vérifié que les informations mentionnées au point a. ci-dessus sont établies conformément aux exigences légales, et que les autres informations du rapport de gestion consolidé sont cohérentes avec les comptes annuels consolidés de l'exercice 2024, tant dans leur contenu que dans leur présentation.

**Responsabilité des administrateurs de la Banque et de la Commission d'Audit
concernant les comptes annuels consolidés**

Les administrateurs de la Banque sont responsables de l'établissement des comptes annuels consolidés, de manière à donner une image fidèle du patrimoine consolidé, de la situation financière consolidée et des résultats du Groupe, conformément aux IFRS telles qu'adoptées par l'UE et aux autres dispositions du référentiel comptable applicable au Groupe en Espagne, ainsi que de la mise en œuvre du contrôle interne qu'ils jugent nécessaire pour permettre

l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Dans le cadre de la préparation des comptes consolidés, les administrateurs sont tenus d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation selon le principe de continuité d'exploitation, et, le cas échéant, d'indiquer les incertitudes liées à la continuité d'exploitation ainsi que d'appliquer ce principe comptable, sauf si la Direction prévoit de liquider le Groupe ou de cesser ses activités, ou si aucune autre solution réaliste n'existe.

La Commission d'Audit de la Banque est responsable de la supervision du processus d'élaboration et de présentation des comptes annuels consolidés.

Responsabilités du commissaire aux comptes concernant l'audit des comptes annuels consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels consolidés, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, et d'émettre un rapport de commissariat aux comptes contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois constituer une garantie qu'un audit réalisé conformément à la réglementation applicable en matière de commissariat aux comptes en vigueur en Espagne permettra toujours de détecter toute anomalie significative lorsqu'elle existe. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs, et sont considérées comme significatives lorsqu'elles sont susceptibles, individuellement ou collectivement, d'influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent sur la base de ces derniers.

Dans le cadre de notre mission réalisée conformément à cette réglementation, nous exerçons notre jugement professionnel et adoptons une démarche d'esprit critique tout au long de l'audit. À ce titre :

- Nous identifions et évaluons les risques d'anomalies significatives dans les comptes annuels consolidés, qu'ils résultent de fraudes ou d'erreurs ; nous concevons et mettons en œuvre des procédures de commissariat aux comptes permettant de répondre à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que pour une anomalie résultant d'une erreur, la fraude pouvant impliquer des collusions, falsifications, omissions volontaires ou contournements du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de concevoir des procédures adaptées aux circonstances, sans pour autant exprimer une opinion sur l'efficacité du dispositif de contrôle interne du Groupe.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par les administrateurs, ainsi que des informations afférentes fournies.
- Nous nous prononçons sur le caractère approprié de l'application par les administrateurs du principe de continuité d'exploitation, et, selon les éléments probants obtenus, nous déterminons s'il existe une incertitude significative quant à la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une telle incertitude, nous attirons l'attention dans notre rapport sur les informations correspondantes dans les comptes, ou, si ces informations ne sont pas appropriées, nous formulons une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou circonstances ultérieures pourraient toutefois compromettre la continuité d'exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels consolidés, y compris les informations fournies, et nous vérifions si les comptes consolidés traduisent fidèlement les opérations et événements sous-jacents.
- Nous planifions et réalisons l'audit du Groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et unités opérationnelles du Groupe, en vue de fonder une opinion sur les comptes annuels consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et du contrôle des travaux réalisés dans le cadre de l'audit du Groupe. Nous sommes seuls responsables de notre opinion d'audit.

Nous communiquons avec la Commission d'Audit de la Banque à propos, notamment, de la portée et du calendrier des travaux prévus, ainsi que des constatations significatives issues de l'audit, et de toute déficience significative du contrôle interne identifiée au cours de notre mission.

Nous remettons également à la Commission d'Audit de la Banque une déclaration attestant que nous avons respecté les exigences déontologiques en matière d'indépendance, et nous l'informons de toute situation susceptible, selon nous, de compromettre notre indépendance ainsi que, le cas échéant, des mesures de sauvegarde mises en œuvre.

Parmi les points communiqués à la Commission d'Audit de la Banque, nous avons identifié ceux qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus significatifs lors de l'audit des comptes annuels consolidés de la période en cours, et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit.

Ces points sont décrits dans notre rapport, sauf lorsque des dispositions légales ou réglementaires interdisent leur divulgation publique.

Rapport sur d'autres exigences légales et réglementaires

Format électronique unique européen

Nous avons examiné les fichiers numériques au format électronique unique européen (FEUE) de Banco Bilbao Vizcaya Argentaria, S.A. et de ses filiales au titre de l'exercice 2024, comprenant le fichier XHTML intégrant les comptes annuels consolidés de l'exercice et les fichiers XBRL étiquetés par la Banque, destinés à faire partie du rapport financier annuel. Les administrateurs de Banco Bilbao Vizcaya Argentaria, S.A. sont responsables de la présentation de l'information financière annuelle 2024 dans ce format, conformément aux exigences de format et de balisage prévues par le Règlement Délégué UE 2019/815 du 17 décembre 2018, dit « Règlement FEUE ». Le rapport annuel sur la gouvernance d'entreprise et le rapport annuel sur les rémunérations des administrateurs y sont également intégrés par renvoi depuis le rapport de gestion consolidé.

Notre responsabilité consiste à examiner ces fichiers numériques, préparés par les administrateurs de la Banque, conformément à la réglementation en vigueur en Espagne sur le commissariat aux comptes. Cette réglementation nous impose de planifier et de réaliser des procédures d'audit en vue de vérifier que le contenu des comptes annuels consolidés inclus dans les fichiers numériques correspond à ceux que nous avons audités, et que leur format et balisage respectent, dans tous leurs aspects significatifs, les exigences du Règlement FEUE.

Selon notre opinion, les fichiers numériques examinés correspondent intégralement aux comptes annuels consolidés audités et ont été élaborés et balisés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux exigences du Règlement FEUE.

Rapport complémentaire à la Commission d'Audit de la Banque

L'opinion exprimée dans le présent rapport est cohérente avec celle formulée dans notre rapport complémentaire à la Commission d'Audit de la Banque en date du 14 février 2025.

Durée du mandat

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires, réunie le 18 mars 2022, nous a désignés en qualité de commissaires aux comptes du Groupe pour une durée de trois exercices, à compter de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

COMMISSAIRES AUX COMPTES
Institut des Experts Comptables Jurés d'Espagne

ERNST & YOUNG, S.L.
2025 — N° 01/25/00025

Rapport de commissariat aux comptes établi conformément à la réglementation espagnole ou internationale applicable en matière d'audit légal des comptes.

(Inscrit au Registre Officiel des Commissaires aux Comptes sous le n° S0530)

Siège social - Calle de Raimundo Fernández Villaverde, 65- 22103 Madrid -

Inscrit au registre du commerce de Madrid,

tome 9.364 général, 8.130 de la section 3^a du Livre des sociétés, folio 68, feuille n°87.690-1.

Inscription 1, C.I.F. 6-78979605.

Un cabinet membre d'Ernst & Young Global Limited

José Carlos HERNÁNDEZ BARRASÚS
(Inscrit au Registre Officiel des Commissaires aux Comptes sous le n° 17469)

14 février 2025

Vu Ne Varietur

Traduction conforme à l'original en langue espagnole

N°2184

Jimena MARTINEZ ROJAS

Expert Traducteur près la cour d'appel de Paris